

Tribune. Des villes entières en état de confinement. La panique sur les marchés financiers. Des rayons vides dans les magasins. Des hôpitaux à court de lits. Les Etats-Unis sont entrés à leur tour dans une réalité qui nous était inconnue en temps de paix.

En exigeant que les gens restent confinés chez eux, les décideurs politiques espèrent ralentir puis inverser la vitesse de propagation du Covid-19. Mais ni le confinement ni une importante création de monnaie ne vont suffire à arrêter la pandémie ni à sauver nos économies.

Le plan de sauvetage économique de 2 000 milliards de dollars (1 800 milliards d'euros) qui vient d'être adopté par les Etats-Unis en est un exemple. Le pays a certes besoin de dépenses publiques à cette échelle gigantesque, mais aussi d'une intervention de l'Etat pour faire face à une crise de santé publique qui s'aggrave. De ce fait, bon nombre de dispositions du projet de loi sur les « mesures de relance » semblent malavisées, voire même lamentables dans certains cas. D'autres vont dans la bonne direction, mais sont trop fragmentaires.

Mais ce qui est alarmant, c'est que de nombreux décideurs politiques américains – dont le président Donald Trump – supposent qu'il sera possible d'assouplir le confinement dès Pâques, en ignorant la menace que constitue le Covid-19 non seulement pour les personnes âgées, mais également pour les jeunes. Selon le *New York Times*, environ 40 % des personnes hospitalisées à cause de cette maladie aux Etats-Unis ont entre 20 et 54 ans, ce qui laisse penser que la surcharge de travail qui pèse sur les systèmes de santé va s'amplifier considérablement avant un retour à la normale.

La possibilité même de la mort de millions de personnes alors que l'économie est mise à mal justifie une augmentation substantielle de l'ampleur et de la portée de l'action de l'Etat. Il faut donc considérer la réponse de l'Etat comme une forme sans précédent d'assurance systémique à court terme sur nos vies et sur nos moyens de subsistance. Compte tenu de la valeur absolue que nous accordons à nos vies et à nos moyens de subsistance, les citoyens et les gouvernements doivent être prêts à payer ce qui peut leur faire l'effet d'une prime d'assurance extraordinairement forte.

Assurance systémique

Cette assurance systémique est nécessaire dans quatre domaines :

- réaffecter la capacité de production actuelle de l'économie pour surmonter les pénuries croissantes de matériels et de services nécessaires pour répondre efficacement à la pandémie ;
- venir en aide aux entreprises qui ne sont pas directement impliquées dans les efforts de lutte contre la crise afin qu'elles puissent continuer à fournir des biens et des services essentiels ;
- veiller à ce que la population dispose de moyens suffisants pour acheter ces biens et services ;
- créer une facilité financière pour aider les personnes incapables de payer leurs prêts et leurs créances, atténuant ainsi les risques de cataclysme pour le secteur financier.

Une assurance systémique de ce type va bien au-delà des propositions actuelles de milliards de dollars de dépenses, dont une grande partie est destinée à des initiatives politiques qui diagnostiquent la crise – à tort – comme une faiblesse de la demande globale, ou comme le

résultat d'un choc d'offre de type courant. En outre, des sommes substantielles sont consacrées à des plans de sauvetage d'entreprises, sans assortir explicitement l'allocation de cette aide de conditions garantissant la participation de l'entreprise à l'effort de lutte contre la crise sanitaire et contre ses conséquences économiques.

Deux critères simples

Alors que les responsables politiques du monde entier envisagent des dépenses importantes pour lutter contre la crise, la question la plus immédiate est de savoir si les mesures actuellement à l'étude fournissent une assurance suffisante contre les risques systémiques en train de se multiplier.

Les critères sont simples :

- les dépenses publiques concentrent-elles effectivement la totalité de l'attention nécessaire pour surmonter la crise de santé publique ? ;
- le plan de sauvetage économique est-il suffisant pour préserver le bien-être de la population ?

A ce titre, les injections gouvernementales d'argent « hélicoptère » (allocations directes d'argent liquide) pour aider à maintenir la population à flot devraient être récurrentes, contrairement aux quelques décaissements en cours de discussion. L'élargissement des allocations de chômage, de l'admissibilité aux bons d'alimentation et à d'autres paiements de ce type, permettrait également de payer les biens et services essentiels.

Une pénurie d'offres d'un type sans précédent

Les mesures visant à stimuler l'emploi, telles que les réductions d'impôts sur les sociétés ou sur les salaires préconisées par Les Républicains au Sénat n'aideront certainement pas à lutter contre la pandémie, ni contre ses conséquences sur l'offre de biens et de services. On ne peut pas compter sur des employés malades ou susceptibles d'être malades, et donc d'être un danger pour les autres, pour maintenir la production de biens et de services.

Ce qui est maintenant douloureusement clair, c'est qu'il y a une pénurie d'offres d'un type sans précédent : le matériel et les installations médicales. Et il est tout aussi clair que les mesures actuellement à l'étude aux Etats-Unis, qui reposent principalement sur la réaffectation volontaire de la capacité de production existante, sont cruellement inadéquates pour réduire ces pénuries.

Le rééquipement d'usines pour produire des ventilateurs pour les patients et des équipements de protection individuelle pour le personnel médical, par exemple, prend du temps. Ces mesures doivent donc être renforcées sans délai. En outre, ce renouvellement de l'équipement exige des dépenses financières substantielles, qui sont difficiles à réaliser dans le contexte d'une économie qui s'effondre.

Fournitures et matériel médical

Afin de réaffecter la capacité existante, le gouvernement doit conditionner le soutien de toute entreprise privée par l'engagement de celle-ci à produire du matériel vital (spécifié par un groupe d'experts médicaux) et à rémunérer ses employés à des salaires raisonnables. Pour éviter un gonflement des prix, les fournitures médicales doivent être facturées aux niveaux d'avant la crise.

Cette condition ne doit pas s'appliquer seulement aux entreprises qui produisent du matériel. Les grandes entreprises du secteur des services, telles que les compagnies aériennes ou les chaînes d'hôtels, ne doivent recevoir de subventions du contribuable que si elles réaffectent leurs capacités à la lutte contre la pandémie. Plutôt que de rester les bras ballants en attendant la reprise du trafic de voyageurs, les compagnies aériennes devraient recevoir des fonds pour rééquiper leurs avions afin de transporter des fournitures et du matériel médical, ou pour envoyer des patients malades vers des lieux en mesure de les prendre en charge. De même, les chaînes d'hôtels ne devraient bénéficier de l'aide de l'Etat qu'à condition de transformer leurs hôtels en hôpitaux temporaires.

Plans de sauvetage

De même, la condition du versement des aides doit être que les employés continuent d'être rémunérés à un salaire adéquat. Les plans de sauvetage ne doivent pas être détournés vers les augmentations de salaire de la direction, les rachats d'actions ou le versement des dividendes.

La mise en place d'une assurance systémique est sans précédent, dans la mesure où elle exige non seulement des dépenses publiques – ce qui peut être considéré comme la partie en espèces de la prime –, mais également des interventions de l'Etat à grande échelle dans la façon dont nos économies produisent et distribuent des biens et des services. Cette évolution de l'action de l'Etat est bien plus globale que la mobilisation pour la seconde guerre mondiale – un parallèle fréquemment évoqué.

Une telle réorganisation de nos économies va au-delà de simples difficultés opérationnelles, en particulier aux Etats-Unis, où le gouvernement a historiquement limité strictement son intervention directe sur les activités productives. Bien que l'intervention des gouvernements dans les économies modernes prenne de nombreuses formes, les idées encore profondément enracinées sur l'équilibre entre l'Etat et le marché empêchent, même aujourd'hui, de répondre de manière adéquate à cette crise.

Le président Trump et les responsables politiques américains ont jusqu'à présent préféré des mesures fragmentaires. Leur croyance instinctive en la supériorité du marché et des initiatives privées, quelles que soient les circonstances, les fait reculer face à l'ampleur de l'intervention nécessaire de l'Etat pour sauver nos vies et nos moyens de subsistance.

Les vieux tabous sur le rôle de l'Etat ne doivent pas devenir des obstacles à la lutte contre les graves risques systémiques auxquels nous sommes confrontés. Les piètres états de service des gouvernements en matière de lutte contre une autre menace existentielle – celle du changement climatique – ne sont pas de bon augure.

Roman Frydan est professeur d'économie à la New York University.

Edmund Phelps est directeur du Centre sur le capitalisme et la société de l'université Columbia (New York), Prix Nobel d'économie 2006.